

Le « Parti communiste réinventé » est à l'ordre du jour du Congrès

Ces dernières années ont été vécues par un grand nombre de communistes comme une humiliation. Macron écrase tout ce qui dans la société est marqué par leur apport. Et, à gauche, le retour des pratiques hégémoniques se paie à leur rencontre par l'injure et le mépris. Le PCF est ainsi sommé de consentir à l'effacement et l'affaiblissement.

C'est mal le connaître. Car le refus de la résignation, du découragement, de la soumission est précisément à la base de l'engagement communiste. C'est ainsi que je comprends, pour ma part, le choix du texte alternatif « Pour un manifeste du Parti communiste du 21^e siècle » comme base commune de discussion : un appel à un sursaut. Il n'y a pas de verdict du Destin qui condamnerait le PCF à ne jouer qu'un rôle marginal dans la vie politique et la société – le succès de la Fête de l'Humanité, les 20% d'adhésions supplémentaires ne sont-ils pas les indices d'un potentiel ? Le PCF a vocation à être un grand parti populaire et national.

Bien sûr, il ne suffit pas de l'affirmer. Il faut pour cela qu'il soit reconnu comme une référence pour des millions de nos concitoyens, qui puissent trouver dans ses analyses, son projet, ses pratiques militantes, un écho à leurs propres préoccupations et aspirations, une aide pour agir efficacement. Et, s'il veut prétendre au statut de parti révolutionnaire, il faut qu'il soit apte à contribuer à dégager des voies de transformation à partir des enjeux fondamentaux de notre époque. J'en cite quelques-uns, pour mémoire : la crise climatique, aux conséquences crépusculaires ; les bouleversements de la conception, du contenu, des conditions du travail, du salariat, de l'emploi ; la possibilité d'une nouvelle crise financière ; la révolution numérique ; les migrations massives prévisibles ; l'affirmation mondiale des exigences féministes ; la montée des fanatismes, du racisme, de l'antisémitisme ; les attaques contre les droits humains et environnementaux, contre les droits de l'homme ; les questions éthiques posées par les techniques agissant sur le corps humain ; la crise de l'Union européenne confrontée au néolibéralisme, à l'« illibéralisme », à l'extrême droite ; les bouleversements du monde et les guerres de plus en plus meurtrières...

Cette énumération (simpliste, j'en conviens) révèle que certains des principaux enjeux de notre époque peuvent être considérés comme des développements de l'état de choses préexistant ; qu'un grand nombre sont au sens fort sans précédent ; et que tous renferment de l'inédit et appellent donc un regard neuf, des réponses à imaginer. Le Parti communiste ne peut être aujourd'hui un parti qui compte que s'il traite de toutes ces questions, et il ne peut être lui-même que s'il intègre et nourrit en tout domaine les idées et les pratiques les plus avancées. Il n'a de chance d'être reconnu que s'il surprend. Et, comme cela a été dit, s'il se « réinvente ».

Le projet présenté par le CN, pour lequel j'ai voté, n'était pas au niveau de cette exigence. Pierre Laurent avait d'ailleurs justement souligné ses insuffisances et annoncé qu'il faudrait procéder à de larges réécritures.

Mais la base commune adoptée appelle à l'évidence elle aussi de telles réécritures. Je ne vais pas faire une seconde énumération, portant celle-ci sur ses défauts ou ses manques, mais il me semble évident que, pour dégager notre parti de la spirale de l'affaiblissement, ce qui implique de s'ouvrir bien davantage à la société et aux problèmes qui lui sont posés, ce texte, en l'état, rate sa cible. J'avoue qu'il me fait parfois penser à ce qu'écrivait Georges Marchais en 1977 : « Ce qui m'étonne, ce n'est pas d'être confronté à la nouveauté, c'est de rencontrer, cela arrive, des communistes conservateurs... »

Le vote de la base commune, donc, a adressé un message, qui doit être entendu. Il a fixé une ambition. Il n'a pas dégagé de majorité. Celle-ci doit maintenant être construite.

Elle va l'être par les adhérentes et les adhérents. Ce sont elles et eux qui vont procéder souverainement aux modifications nécessaires de ce texte afin d'atteindre l'objectif d'un redressement du PCF. La base commune est destinée à être le support à partir duquel se déploie la discussion du Congrès, jusqu'à des choix majoritaires qu'il faut travailler à être les plus partagés possible. La liberté de pensée et de décision des communistes, concernant l'avenir de leur parti, est totale. De ce point de vue, j'imagine mal qu'ils pourraient se rassembler majoritairement par exemple en jetant le doute sur le fait que nous nous sommes émancipés de la matrice léniniste ; ou en n'excluant pas que nous pourrions nous prononcer en faveur de la sortie de l'Union européenne ; ou encore en faisant de fait de l'écologie, du féminisme ou de l'antiracisme des actions mineures au regard de la promotion de nos propositions économiques, lesquelles, par ailleurs, sont présentées comme si elles étaient gravées dans le marbre. Il est certain que beaucoup de camarades qui ont voté pour la base commune ne se retrouvent pas dans de telles positions, et vont contribuer à des choix rassembleurs et conquérants.

Je souhaite souligner une seule idée à ce propos : je pense qu'il est impératif de déplacer le centre de gravité du texte de la base commune vers ce qui doit être considéré comme la visée et le moyen du combat contre l'exploitation, l'oppression, l'aliénation à notre époque : la démocratie. Il suffit de considérer la subordination théorisée de la démocratie aux lois du marché, la multiplication des lois liberticides, le renforcement des régimes autoritaires, la montée des populismes et des logiques d'incarnation autour d'un chef charismatique, pour se convaincre que la démocratie est devenue le principal obstacle aux yeux des puissants. Plus fondamentalement, réaffirmer avec Marx, comme le fait la base commune, que nous luttons pour une société où « le libre développement de chacun devient la condition du libre développement de toutes et tous », et non l'inverse, c'est admettre qu'à notre époque, compte tenu de ce que sont les individus, les moyens de progresser vers cet objectif s'harmonisent avec lui. Aujourd'hui, l'exigence de décider de sa propre destinée en toute connaissance de cause, comme individu travailleur et créateur, sexué, citoyen, est devenue l'exigence majeure. Revivifier la citoyenneté, conquérir de nouveaux droits et pouvoirs, chercher à donner les leviers de décision aux intéressés en tout domaine est le ressort de toute dynamique de changement réel. La base commune aborde ces questions, mais trop timidement à mon avis.

Les conséquences sur notre politique de rassemblement sont évidentes. Nous avons dépassé depuis longtemps l'idée d'un « rassemblement autour du Parti » éclairant les « masses » par ses propositions ; il serait dommageable de laisser penser qu'on pourrait y revenir. La base commune réaffirme l'objectif d'« un rassemblement majoritaire dont le contenu soit à la hauteur pour transformer réellement l'ordre existant ». Il faut pour cela des initiatives nationales ; il serait préférable qu'elles puissent déjà rassembler les communistes ! Quoi qu'il en soit, on ne progressera dans cette voie d'accords politiques au contenu transformateur qu'en déployant la force de la démocratie, du « pouvoir du peuple » en mouvement. Il s'agit de mettre en pratique une conception de l'action politique qui ne se limite pas à l'art de gouverner, mais qui relaie, nourrit, fait grandir les exigences portées par les débats et les mobilisations axés sur les enjeux évoqués, qui leur donne une portée politique et les rend incontournables pour toute construction unitaire. Je n'invente rien, mais il sera sans doute utile de réaffirmer cette façon de voir, qui singularise le Parti communiste d'aujourd'hui.

Jean-François Gau, section du 19^e arrondissement de Paris.